

YAKOUREN

Le foyer d'accueil à la recherche d'un statut

Les personnes âgées du foyer d'accueil de Yakouren géré par des bénévoles du CRA ont été transférées peu avant l'Aïd au centre de Boukhalfa, mieux équipé et pourvu de toutes les commodités.

Les dernières personnes grabataires à faire l'objet d'un recasement à Boukhalfa l'ont été mardi dernier ; le directeur du centre ayant jugé que les conditions climatiques régnant actuellement dans la région ne plaideraient pas pour leur maintien dans ce centre mal chauffé et conçu initialement centre de vacances, cela en dépit de leur volonté de continuer à y séjourner malgré tout.

Le ministre de la Solidarité, qui a effectué l'été dernier une visite de travail dans ce centre où il a constaté de visu les conditions de séjour des pensionnaires, a jugé bon de les transférer à la structure étatique tout en laissant libre

l'initiative à ceux qui veulent rester à Yakouren.

Cela étant, la décision du directeur, un médecin à la retraite, est saluante pour ces personnes fragiles qui ne pourraient pas supporter ces conditions alarmantes puisque les box du centre n'arrivaient que passablement à être chauffés par le feu de bois provenant de généreux donateurs. Pour se chauffer convenablement, les pensionnaires font cercle autour des poêles en tendant les mains grelottantes de froid au foyer.

Des personnes en détresse

Bien que vidé, des personnes âgées, le centre continue à fonctionner actuellement avec 14 pensionnaires. Des personnes en détresse des deux sexes victimes de la vie et de la société, dont trois handicapées mentales et un handica-

pé moteur. Les conditions psychologiques des autres pensionnaires (notamment deux femmes avec deux et un enfant, une femme de 41 ans sans famille) sont inénarrables. Parmi les pensionnaires figure également un ex-correspondant de presse, mal-voyant bénéficiaire du filet social.

Assia, l'innocent espoir

Assia, un ange de 9 ans, figure parmi les pensionnaires. Scolarisée à l'école primaire, elle exhibe fièrement ses cahiers d'écolière douée et déclame pour l'assistance des poèmes, illustrés de l'emblème national, sur la liberté. La justice planche encore sur son cas et son innocence est loin de lui faire prendre conscience du drame. Mais jusqu'à quand ? Sa mère qui attend également l'affectation d'un logement social dans sa localité d'origine se sacrifie pour elle.

Un statut pour le centre

M. Kessal, un médecin de l'armée à la retraite qui a remplacé au pied levé l'ancien directeur du centre relevé dans des conditions opaques, estime que la structure qui a été dotée l'été dernier d'un matériel

offert par une association des Rhône-Alpes est loin de perdre sa vocation sociale et qu'elle a plus que jamais besoin d'un statut pour pouvoir jouer pleinement son rôle. Pourvu d'une assistante sociale, d'une psy et d'un médecin, le centre qui continue à jouir de l'attention des bienfaiteurs peut profiter encore aux gens qui, pour une raison ou une autre, se retrouvent à la rue. L'idée d'en faire un centre pour SDF ou un centre de transit est partagée par la DAS qui aurait saisi à cet effet la commune de Yakouren, propriétaire du centre qu'elle a mis à la disposition du CRA en 1994 sur arrêté municipal dont les dispositions des articles prévoyaient la récupération du site au cas où il perdrait sa vocation initiale. Sur cette question, la vice-présidente de l'APC de Yakouren, Mlle Harbi, soutient que la commune n'est pour l'heure destinataire d'aucune demande dans ce sens. Une demande que l'assemblée étudiera au moment opportun, conclut l'oratrice qui ne paraît pas hostile à cette proposition.

"Le ministre nous a pourtant promis un recrutement !"

Le centre d'accueil de Yakouren a su tenir le cap

aussi et surtout grâce aux bénévoles, une vingtaine de jeunes filles, dont des étudiantes, qui ont fini par bénéficier du filet social (moins de 2 500 DA/mois). Leurs sacrifices et leur dévouement pour les personnes âgées se passent de tout commentaire quand on sait qu'elles faisaient jusqu'à la toilette intime des grabataires !

Lors de sa visite, Ould Abbas ainsi que l'ex-DAS leur ont promis, selon elles, devant les caméras de l'ENTV de prioriser leur recrutement au centre de Boukhalfa en récompense de leur dévouement. Mais aucune de leurs demandes n'a été prise en considération à ce jour. "On nous a pourtant qualifiés d'anges ce jour-là", larmoise une bénévole qui nous fait remarquer que certaines d'entre elles n'ont pas touché leurs maigres indemnités (2 275 mensuels) depuis 7 mois avant de conclure : "On a fait toutes les besognes, on ramenait même du bois mais en dernier ressort on nous a menti. Nous avons saisi le ministre de la Solidarité."

Deux moutons offerts le jour de l'Aïd

Le centre qui attend encore la subvention de

2005 fonctionne aussi grâce aux âmes charitables. Deux moutons ont été gracieusement offerts aux pensionnaires le jour de l'Aïd. Le magasin ne désemplit pas de denrées provenant de généreux donateurs qui s'éclipsent discrètement après avoir remis leurs dons.

En nature ou en espèces, ils sont scrupuleusement enregistrés par la gestionnaire. Les traditions séculaires de solidarité des Algériens font ici leurs plus grandes preuves. Mais en attendant les subventions, suspendues à la présentation d'un bilan, les fournisseurs ne sont pas payés depuis six mois.

"Je n'irais jamais à Dély-Ibrahim !"

Parmi les pensionnaires, Louiza, 41 ans, orpheline des deux parents, est là depuis 2 ans. Bénéficiaire de l'ESIL (2 275 DA mensuels), elle s'est familiarisée avec cet environnement qu'elle considère comme sa cellule familiale. Elle redoute un transfert vers une autre structure. "Je ne retournerais jamais dans la région où des proches m'utilisent comme esclave. Je veux rester ici, c'est ma seule famille. Je n'irais jamais à Dély-Ibrahim."

S. Hammoum

PROJET D'AMÉNAGEMENT DU CARREFOUR DU 1^{er}-MAI

Ghoul inaugure la dernière tranche

Le ministre des Travaux publics, M. Amar Ghoul, a inauguré jeudi, au cours d'une visite d'inspection qui l'a conduit sur les principaux chantiers de la capitale, la dernière tranche du projet d'aménagement du carrefour de la place du 1^{er}-Mai.

En effet, après la trémie mise en service le 30 mai 2002 et les deux viaducs (l'un dans le sens de la place du 1^{er}-Mai - Avenue de l'ALN, l'autre dans le sens Avenue de l'ALN - place du 1^{er}-Mai), c'est au tour du viaduc reliant la place du 1^{er}-Mai à Alger-Centre et Bab-El-Oued d'être ouvert à la circulation.

Cet échangeur, d'une longueur totale de 470 mètres linéaires et d'une largeur totale de 9 mètres, permettra aux automobilistes devant se rendre à Bab-El-Oued d'éviter le centre-ville en prenant la route longeant le port d'Alger.

Lors de la même visite, le premier responsable des travaux publics s'est également enquis des travaux d'aménagement de l'accès vers l'hôpital militaire de Aïn-Naâdja. Ce projet dont les délais de réalisation ne dépassent pas six mois, permettra de séparer le flux de véhicules se dirigeant vers la cité "Les Oliviers" en direction de Birkhadem et celui se dirigeant vers l'hôpital. Les travaux consistent dans la réalisation d'un linéaire routier de 1500 mètres, une station urbaine, un parking de 1200 places, une trémie vers l'hôpital et un pont desservant Les Oliviers vers la rocade sud d'Alger.

Le taux d'avancement du projet est de 99% pour les ouvrages d'art et de 98% pour le lot routes. M. Amar Ghoul a, en outre, effectué une halte au niveau du projet d'aménagement du carrefour Chevalley sur les hauteurs d'Alger et qui draine quotidiennement un flux de 95 000 véhicules. Son taux d'avancement global est de 50%. Outre le démontage du pont métallique, l'aménagement du carrefour Chevalley consiste dans la réalisation de deux tunnels (Frais Vallon-5 juillet sur 1100 ml dont 495 ml en partie couverte et El Biar-Chéraga sur 230 ml dont 60 ml en partie couverte) ainsi que la construction d'un parking de 300 places.

Les travaux du démontage du pont métallique qui sont en cours d'exécution s'achèveront aujourd'hui en fin de journée. A l'issue de sa visite d'inspection, et dans une déclaration à la presse, le ministre des Travaux publics s'est déclaré "satisfait" du taux d'avancement des travaux au niveau des chantiers relevant de son secteur et qui entrent, rappelons le, dans le cadre des grands aménagements routiers de la capitale.

Lofti Mérad

A propos des émeutes de Birine, le wali accable les élus

Lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya le 26 de ce mois, élargie à l'exécutif des APC, suite aux fâcheux événements auxquels rappelés-le, avaient marqué d'une encre cendrée, la commune de Birine, le wali a battu en brèche toute hypothèse liée au gaz butane pouvant justifier le soulèvement populaire survenu le 17 janvier.

L'augmentation du prix du gaz butane ou encore le déficit en mise à disposition de ce produit, n'ont pas semblé suffire au chef de l'exécutif de wilaya pour expliquer le ras-le-bol des citoyens.

Il soutiendra son antithèse par la disproportion entre la cause et l'effet en précisant que la hausse — conséquente pour les uns et insignifiante pour les autres — ne justifie aucune augmentation des saccages. Il complètera en outre cette appréciation par la performance des centres d'entfûtage de Naftal qui ont enregistré cette année exceptionnellement, une surproduction en gaz butane atteignant un seuil de 120 % des prévisions correspondant aux besoins de la population. Soit, il restera néanmoins à s'assurer de la pertinence en matière d'approche des besoins réels ceci d'une part.

D'autre part, il n'a, à aucun moment, été tenu compte alors de cette réunion du réseau de distribution du gaz butane dont il faut

admettre qu'il a subi incontestablement l'effet toujours pervers induit par la dure loi de l'augmentation administrative du prix du gaz butane de surcroît par un hiver sibérique de l'avis de tous, même les nantis. Mais si ce n'est pas à cause de cet élément économiquement nécessaire mais socialement inopportun car on pouvait agir sur le chapitre de la taxation que sur celui du prix, qu'est-ce qui aurait fait déclencher l'émeute de Birine et d'ailleurs dans d'autres localités réputées froides ?

La réunion en question qui a regroupé également les cadres de l'administration publique et ceux des institutions en relation directe et quotidienne avec la population, et dont on attendait logiquement et seulement un recadrage de la politique de gestion des communes sur fond de crises sociales, a été en soi une réponse au souci de connaître les tenants et les aboutissants de la colère populaire.

Plutôt que de prôner une sensibilisation des élus en les invitant à une vigilance accrue, compte tenu des enseignements à tirer du cas de Birine, cette rencontre a été "propice" à un déballeage en fait de menus dossiers que le wali détient sur plusieurs APC ! Même si selon l'apparence, le dossier était quantitativement épais en exemples de griefs, il demeure néanmoins d'une assez faible

consistance car comment expliquer qu'aucune mesure n'ait été prise à l'encontre des auteurs de ces soi-disant dépassements à ce jour ? Force est "logiquement" de projeter la responsabilité de tout ce qui est en mal sur les élus, protégeant ainsi l'Etat.

La preuve en est que le wali tient les élus au travers de leur conduite de la chose publique, comme indirectement les responsables de tous les remous sociaux. Tout au long de cette rencontre, il fera un véritable réquisitoire à l'endroit de certains élus les intimant de démissionner si telle devrait être leur façon de gérer les communes comme un bien familial ! Il dira en substance que la population a besoin d'écouter et de comprendre et qu'il y a lieu de ne pas la rarguer en se pavant dans des voitures de services !

Une partie de l'assistance trouva ce raisonnement très simpliste dans la mesure où il serait plus aisé de gérer la demande sociale qui ne cesse de se complexifier si elle n'était circonscrite qu'à cela ! Visiblement, l'enquête tant attendue sur le comment et le pourquoi des événements de Birine n'a pas révélé ses secrets et le bouc émissaire est tout trouvé ! Une approche classique et passivée loin de résoudre le malaise social.

Abdelkader Zighem